

N°389
OCTOBRE
2022

BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE
DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence
France Trésor

page 1

Actualité
économique

page 2

Données générales
sur la dette

page 3

Marché
secondaire

page 5

Dettes négociables
de l'État

page 6

Économie française et
comparaisons internationales

page 8

Actualité de l'Agence
France Trésor

RAPPORT D'ALLOCATION ET DE PERFORMANCE DES ÉMISSIONS SOCIALES DE 2021 DE LA CADES

Créée en janvier 1996 par le gouvernement français, la Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale (CADES) a pour mission de financer et d'amortir la dette sociale en France par l'émission d'emprunts obligataires à court, moyen et long terme sur les marchés de capitaux internationaux. La loi relative à la dette sociale et à l'autonomie du 7 août 2020, votée dans le contexte de la Covid-19, a organisé la reprise de dette de la Sécurité sociale par la CADES à hauteur de 136 milliards d'euros dès 2020. En 2021, pour la deuxième année, la CADES a repris et financé une nouvelle tranche de 40 milliards d'euros de dette sociale, tout en assumant sa tâche d'amortissement d'emprunts venus à échéance au cours de cette même année. Au 31 décembre 2021, la Caisse a ainsi amorti 205 des 320 milliards d'euros de dette qui lui avaient été transférés à cette date, soit 64 % de la dette sociale reprise par la caisse depuis sa création.

Dans un contexte de généralisation de l'investissement responsable, le marché des obligations sociales permet de financer des activités répondant à des défis sociaux globaux qui se sont accentués avec la crise de la Covid-19, tout en garantissant un rendement compétitif par rapport au marché. La CADES a mis en place en 2020 un programme d'émission d'obligations sociales conforme aux principes de l'International Capital Market Association (ICMA) et par lequel passe désormais l'essentiel de son financement.

La CADES a publié, en octobre, son deuxième rapport d'allocation et de performance qui porte sur les émissions sociales réalisées en 2021. Cette même année, la CADES a émis dix nouvelles souches sous formes d'obligations sociales, quatre en euros (18 Mds€), cinq en dollars américains (19,5 Mds\$) et un en livres sterling (1,5 Mds£). Le rapport revient sur le rôle de la Caisse dans le système français de protection sociale. L'évaluation d'impact des émissions sociales de 2021 porte sur les risques maladie et vieillesse, qui représentent respectivement 76% et 24% de l'allocation des fonds levés par les obligations sociales de la CADES. La performance sociale des financements de la CADES s'évalue à l'aune de la situation des bénéficiaires des régimes concernés, grâce à des données de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) et, dans une perspective de comparaisons internationales, sur la base d'indicateurs de l'OCDE et d'Eurostat.

Dans le contexte de la crise de la Covid-19, la France a pu compter sur son système de protection sociale pour protéger la santé des Français, préserver leur niveau de vie à tout âge et éviter l'accroissement des inégalités sociales. Le rapport met notamment en évidence, que le nombre de décès liés à la Covid-19 s'est révélé inférieur en France à la moyenne des pays de l'OCDE en termes de cumul de surmortalité à la fin juin 2021.

Plus généralement, le système de santé français a continué à assurer ses missions, comme en atteste le pourcentage très faible, au regard de la moyenne de l'OCDE, de personnes n'ayant pas pu bénéficier, au cours de la première année de la pandémie, d'un traitement ou d'un examen médical dont elles avaient besoin.

Ce rapport confirme ainsi le respect des engagements pris par la CADES lors de la mise en place des émissions sociales.



L'économie française a démontré sa résilience face aux chocs successifs de la crise sanitaire puis de la guerre en Ukraine. Après avoir chuté de -7,8 % en 2020 au cœur de la pandémie de la Covid-19, l'activité a nettement rebondi en 2021 avec une croissance de +6,8 %, retrouvant puis dépassant son niveau d'avant-crise dès l'été 2021, plus rapidement que nos principaux partenaires européens. La vigueur de ce rebond témoigne de l'efficacité des mesures prises par le Gouvernement pour protéger l'économie, avec des mesures d'urgence d'une ampleur inédite, le déploiement rapide du plan France Relance, puis du plan France 2030.

L'agression de la Russie en Ukraine et ses conséquences ont assombri, au niveau mondial, les perspectives de reprise économique dans un contexte d'inflation élevée. La très forte reprise économique en 2021 a entraîné des tensions sur les circuits d'approvisionnement et une poussée des prix des matières premières. Ces tensions se résorbent progressivement, mais ont nourri une dynamique d'inflation. Plus généralement, la hausse de l'incertitude pèse sur la consommation et l'investissement des ménages et des entreprises, bien que ce dernier reste dynamique au premier semestre 2022. Dans ce contexte, l'économie française offre des facteurs de résilience. La dépendance énergétique de la France vis-à-vis de la Russie est inférieure à la moyenne des autres pays européens.

Le mix électrique français, très décarboné, est une force : les énergies fossiles représentent moins de 9 % de la production, contre près de 40 % en moyenne pour les pays de l'Union européenne. En 2022, la croissance économique resterait ainsi robuste, atteignant +2,7 %.

Avec la dégradation de l'environnement international début 2022, le Gouvernement a mis en place plusieurs dispositifs pour contenir la hausse des prix de l'énergie, protéger le pouvoir d'achat des ménages et soutenir les entreprises. Pour l'année 2022, le coût de l'ensemble de ces mesures s'élèverait à 49 Md€ (y compris baisse de la TICFE), mais leur impact sur le solde public serait en partie compensé par les économies réalisées sur les charges de service public de l'énergie. S'ajoute également la revalorisation de +3,5% du point d'indice de la fonction publique au 1er juillet 2022 qui aurait un impact de -3,7 Md€ sur le solde public 2022. Les dépenses de soutien d'urgence sont également mises en extinction en 2022 et ne seraient quasiment plus constituées que de dépenses de santé directement liées à la crise sanitaire (11,5 Md€ sur les 16 Md€ résiduels). L'effet sur le solde public lié au plan France Relance s'élèverait à 65 Md€ en cumulé sur 2020-2022, financé en partie par l'Union européenne. Du côté des prélèvements obligatoires, au-delà de la forte baisse de TICFE décidée dans le cadre du bouclier tarifaire, le pouvoir d'achat des Français est soutenu par la suppression de la redevance audiovisuelle (3,2 Md€), ainsi que par la poursuite des trajectoires des baisses de prélèvements pour les ménages et les entreprises décidées avant la crise sanitaire (achèvement de la baisse du taux d'impôt sur les sociétés et poursuite de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales notamment). Le solde public, en net redressement par rapport à 2021, est estimé à -5,0 % du PIB en 2022.

Grâce aux mesures déployées par le Gouvernement pour préserver le pouvoir d'achat des ménages et maîtriser les coûts des entreprises, l'inflation en France est la moins élevée en Europe. Le bouclier tarifaire plafonnant l'augmentation des prix de détail de l'électricité et du gaz, le rabais sur les prix des carburants comme les aides pour les entreprises grandes consommatrices de gaz et d'électricité ont contenu l'inflation en France. Le bouclier tarifaire et la remise carburant ont ainsi permis de limiter l'inflation (au sens de l'IPC) de plus de 3 points entre les niveaux moyens du deuxième trimestre de 2021 et du deuxième trimestre de 2022.

Dans un contexte macroéconomique dégradé, il est nécessaire de trouver un juste équilibre entre l'accompagnement des ménages et des entreprises face à la hausse des prix, et un retour à une position budgétaire garantissant la souveraineté et la capacité de l'État à répondre à des chocs futurs. La trajectoire prévue pour les finances publiques répond à cet objectif avec une consolidation budgétaire graduelle. L'objectif est un retour sous les 3 % de déficit public en 2027 et une inflexion du poids de la dette dans le PIB à partir de 2026. L'atteinte de cet objectif passera par la maîtrise de la dépense publique et sans augmentation des prélèvements obligatoires, hors réduction justifiée de niches fiscales et sociales. Cette maîtrise ne se fera donc pas au détriment du financement des dépenses essentielles pour le futur de l'économie française, notamment celles permettant d'assurer la transition écologique et numérique, par exemple à travers les plans France Relance et France 2030.

Pour accéder au rapport économique social et financier du PLF 2023, rendez-vous sur le site web des publications de la Direction générale du Trésor :

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2022/10/04/publication-du-rapport-economique-social-et-financier-plf-pour-2023>

CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

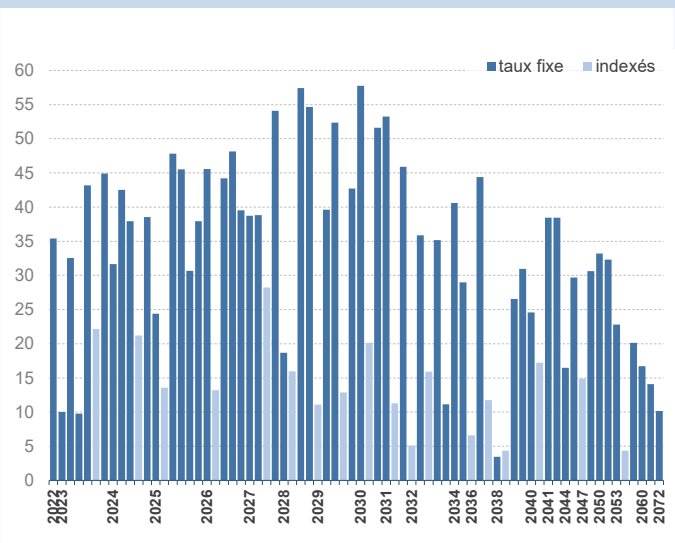
		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Novembre 2022	date d'adjudication	7	14	21	28	/	17	3	17
	date de règlement	9	16	23	30	/	21	7	21
Décembre 2022	date d'adjudication	5	12	19	26	/	1	1	1
	date de règlement	7	14	21	28	/	5	5	5

adjudications optionnelles
 décalage (jours fériés, etc.)

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 30 SEPTEMBRE 2022

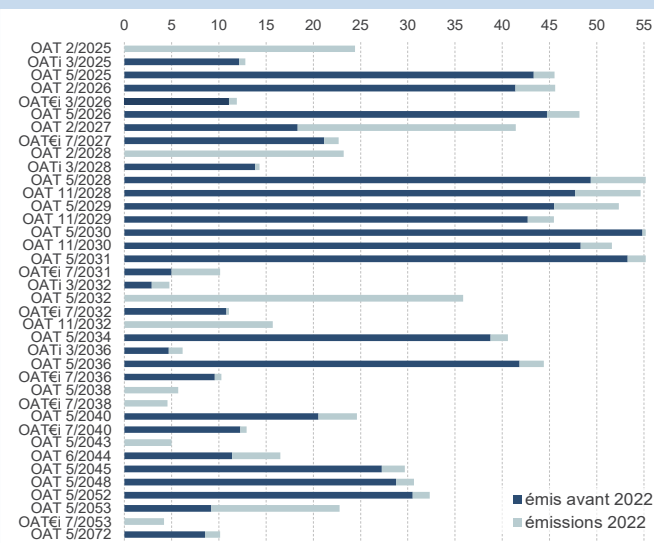
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 30 SEPTEMBRE 2022

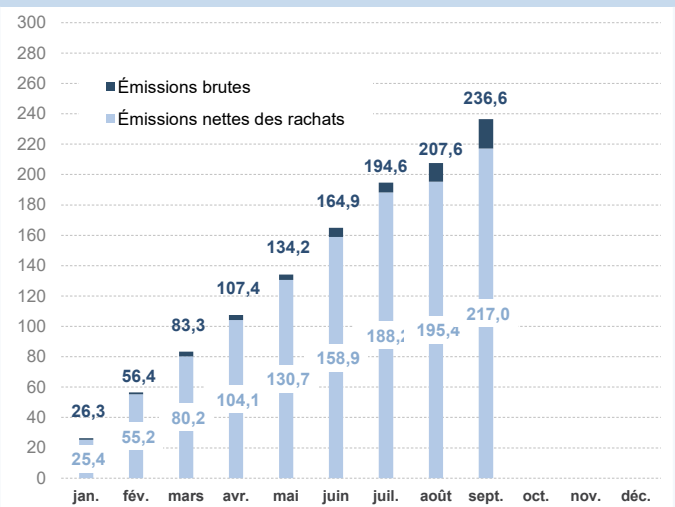
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

ÉMISSIONS AU 30 SEPTEMBRE 2022

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 30 SEPTEMBRE 2022

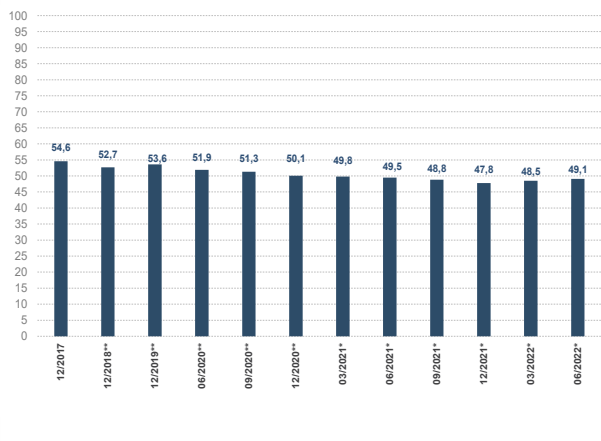
EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
oct-22	9,0	35,4
nov-22	2,0	
déc-22		
janv-23		
févr-23	0,2	10,0
mars-23	0,1	26,3
avr-23	9,1	9,6
mai-23	9,7	42,3
juin-23	0,6	
juil-23	2,6	23,0
août-23		
sept-23		

Source : Agence France Trésor

DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 2^{ÈME} TRIMESTRE 2022

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



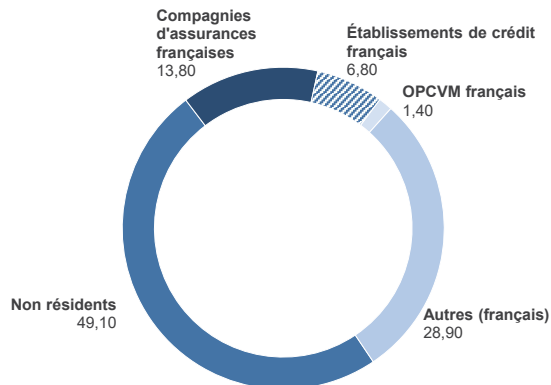
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 2^{ÈME} TRIMESTRE 2022

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 30 SEPTEMBRE 2022

EN EUROS

Total dette à moyen terme et long terme	2 114 647 203 797
Encours démembré	55 979 271 200
Durée de vie moyenne	9 ans et 28 jours
Total dette à court terme	143 144 000 000
Durée de vie moyenne	118 jours
Encours total	2 257 791 203 797
Durée de vie moyenne	8 ans et 190 jours

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2019 AU 30 SEPTEMBRE 2022

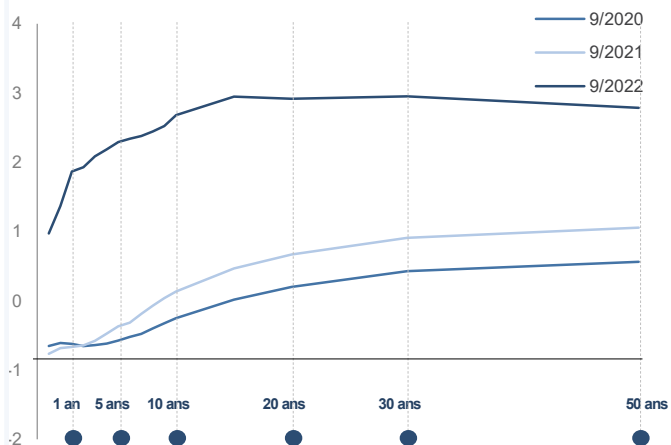
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2019	Fin 2020	Fin 2021	Fin août 2022	Fin sept 2022
Encours de la dette négociable	1 823	2 001	2 145	2 237	2 258
<i>dont titres indexés</i>	226	220	236	250	252
Moyen et Long Terme	1 716	1 839	1 990	2 092	2 115
Court Terme	107	162	155	145	143
Durée de vie moyenne de la dette négociable					
	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans
	63 jours	73 jours	153 jours	197 jours	190 jours

Source : Agence France Trésor

COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

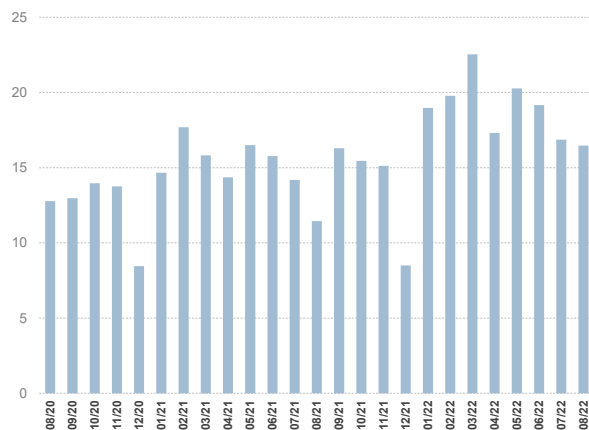
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

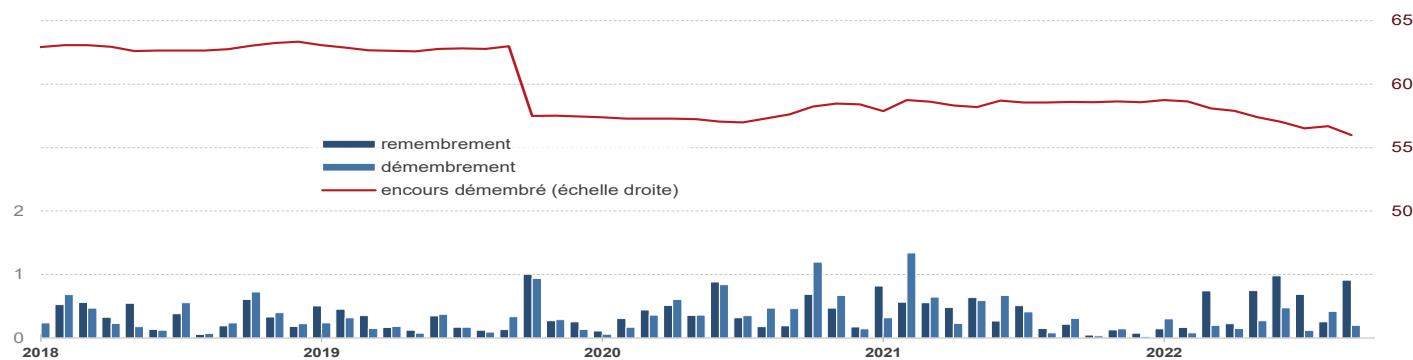
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBRÉMENT ET DE REMEMBREMENT

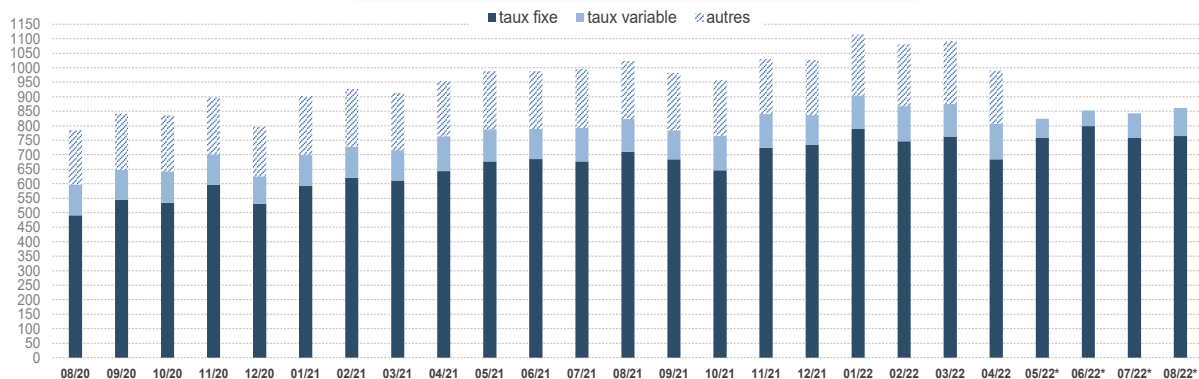
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

ENCOURS CUMULÉS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



*Nouveau format de collecte de données reposant notamment sur des encours en valeur faciale

Source : déclarations des SVT



AGENCE
FRANCE TRÉSOR

DETTE À COURT TERME AU 30 SEPTEMBRE 2022

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0126893694	BTF 5 octobre 2022	7 026 000 000
FR0127316927	BTF 12 octobre 2022	6 343 000 000
FR0127176487	BTF 19 octobre 2022	5 657 000 000
FR0127316935	BTF 26 octobre 2022	6 484 000 000
FR0126893702	BTF 2 novembre 2022	6 430 000 000
FR0127316943	BTF 9 novembre 2022	6 011 000 000
FR0127176495	BTF 16 novembre 2022	5 284 000 000
FR0127316950	BTF 23 novembre 2022	5 954 000 000
FR0126893710	BTF 30 novembre 2022	3 248 000 000
FR0127316968	BTF 7 décembre 2022	8 733 000 000
FR0127316976	BTF 14 décembre 2022	5 464 000 000
FR0127034694	BTF 4 janvier 2023	9 940 000 000
FR0127316984	BTF 11 janvier 2023	7 436 000 000
FR0127034702	BTF 25 janvier 2023	5 965 000 000
FR0127316992	BTF 8 février 2023	5 960 000 000
FR0127034710	BTF 22 février 2023	6 905 000 000
FR0127317008	BTF 8 mars 2023	1 941 000 000
FR0127034728	BTF 22 mars 2023	5 544 000 000
FR0127176370	BTF 19 avril 2023	5 589 000 000
FR0127176388	BTF 17 mai 2023	4 721 000 000
FR0127176396	BTF 14 juin 2023	5 983 000 000
FR0127317016	BTF 12 juillet 2023	6 536 000 000
FR0127317024	BTF 9 août 2023	5 925 000 000
FR0127317032	BTF 6 septembre 2023	4 065 000 000

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2022 - 2025) AU 30 SEPTEMBRE 2022

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
	Échéance 2022	35 420 000 000				
FR0011337880	OAT 2,25% 25 octobre 2022	35 420 000 000			0	
	Échéance 2023	155 392 503 103				
FR0013479102	OAT 0,00% 25 février 2023	10 009 000 000			0	×
FR0013283686	OAT 0,00% 25 mars 2023	26 328 500 000			0	×
FR0000571085	OAT 8,50% 25 avril 2023	9 641 695 903			5 009 065 200	
FR0011486067	OAT 1,75% 25 mai 2023	42 271 000 000			0	×
FR0010585901	OATi 2,10% 25 juillet 2023	22 224 307 200 (1)	1,23140	18 048 000 000	0	
FR0010466938	OAT 4,25% 25 octobre 2023	44 918 000 000			469 985 000	
	Échéance 2024	171 917 517 930				
FR0014001N46	OAT 0,00% 25 février 2024	31 676 000 000			0	×
FR0013344751	OAT 0,00% 25 mars 2024	42 533 000 000			0	×
FR0011619436	OAT 2,25% 25 mai 2024	37 948 000 000			0	×
FR0011427848	OAT <i>ei</i> 0,25% 25 juillet 2024	21 224 517 930 (1)	1,18447	17 919 000 000	0	×
FR0011962398	OAT 1,75% 25 novembre 2024	38 536 000 000			42 000 000	×
	Échéance 2025	200 681 047 178				
FR0014007TY9	OAT 0,00% 25 février 2025	24 402 000 000			0	×
FR0012558310	OATi 0,10% 1 mars 2025	14 359 119 060 (1)	1,12242	12 793 000 000	0	×
FR0013415627	OAT 0,00% 25 mars 2025	47 814 000 000			0	×
FR0012517027	OAT 0,50% 25 mai 2025	45 530 000 000			0	×
FR0000571150	OAT 6,00% 25 octobre 2025	30 653 928 118			2 809 964 400	
FR0012938116	OAT 1,00% 25 novembre 2025	37 922 000 000			0	×

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2026 ET PLUS) AU 30 SEPTEMBRE 2022

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2026		190 708 875 000				
FR0013508470	OAT 0,00% 25 février 2026	45 590 000 000			0	x
FR0013519253	OAT€i 0,10% 1 mars 2026	13 223 875 000 (1)	1,11125	11 900 000 000	0	x
FR0010916924	OAT 3,50% 25 avril 2026	44 202 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50% 25 mai 2026	48 166 000 000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25% 25 novembre 2026	39 527 000 000			0	x
Échéance 2027		162 617 494 660				
FR0014003513	OAT 0,00% 25 février 2027	41 446 000 000			0	x
FR0013250560	OAT 1,00% 25 mai 2027	38 814 000 000			0	x
FR0011008705	OAT€i 1,85% 25 juillet 2027	28 258 494 660 (1)	1,24646	22 671 000 000	0	
FR00111317783	OAT 2,75% 25 octobre 2027	54 099 000 000			60 743 600	
Échéance 2028		151 378 011 551				
FR001400AIN5	OAT 0,75% 25 février 2028	23 217 000 000			0	x
FR0013238268	OATi 0,10% 1 mars 2028	16 032 829 400 (1)	1,12055	14 308 000 000	0	x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	33 182 151 (2)		46 232 603	-	
FR0013286192	OAT 0,75% 25 mai 2028	57 437 000 000			0	x
FR0013341682	OAT 0,75% 25 novembre 2028	54 658 000 000			0	x
Échéance 2029		161 444 794 885				
FR0013410552	OAT€i 0,10% 1 mars 2029	11 106 809 280 (1)	1,12224	9 897 000 000	0	x
FR0000571218	OAT 5,50% 25 avril 2029	39 618 880 458			2 099 146 100	
FR0013407236	OAT 0,50% 25 mai 2029	52 350 000 000			0	x
FR0000186413	OATi 3,40% 25 juillet 2029	12 894 105 147 (1)	1,40380	9 185 144 000	0	
FR0013451507	OAT 0,00% 25 novembre 2029	45 475 000 000			0	x
Échéance 2030		129 503 516 000				
FR0011883966	OAT 2,50% 25 mai 2030	57 749 000 000			0	x
FR0011982776	OAT€i 0,70% 25 juillet 2030	20 148 516 000 (1)	1,16925	17 232 000 000	0	x
FR0013516549	OAT 0,00% 25 novembre 2030	51 606 000 000			0	x
Échéance 2031		116 178 532 530				
FR0012993103	OAT 1,50% 25 mai 2031	58 987 000 000			52 900 000	x
FR0014001N38	OAT€i 0,10% 25 juillet 2031	11 295 532 530 (1)	1,11297	10 149 000 000	0	x
FR0014002WK3	OAT 0,00% 25 novembre 2031	45 896 000 000			0	x
Échéance 2032		107 840 480 950				
FR0014003N51	OATi 0,10% 1 mars 2032	5 132 743 700 (1)	1,07695	4 766 000 000	0	x
FR0014007L00	OAT 0,00% 25 mai 2032	35 865 000 000			0	x
FR0000188799	OAT€i 3,15% 25 juillet 2032	15 951 414 650 (1)	1,44161	11 065 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75% 25 octobre 2032	35 192 322 600			10 281 657 400	
FR001400BKZ3	OAT 2,00% 25 novembre 2032	15 699 000 000			0	x
Échéances 2033 et plus		531 564 430 010				
FR0013313582	OAT 1,25% 25 mai 2034	40 613 000 000			0	x
FR0010070060	OAT 4,75% 25 avril 2035	29 004 000 000			2 452 837 000	
FR0013524014	OATi 0,10% 1 mars 2036	6 611 694 450 (1)	1,07385	6 157 000 000	0	x
FR0013154044	OAT 1,25% 25 mai 2036	44 411 000 000			0	x
FR0013327491	OAT€i 0,10% 25 juillet 2036	11 771 165 760 (1)	1,14684	10 264 000 000	0	x
FR0014009O62	OAT 1,25% 25 mai 2038	5 710 000 000			0	x
FR001400AQH0	OAT€i 0,10% 25 juillet 2038	4 971 056 220 (1)	1,09278	4 549 000 000	0	x
FR0010371401	OAT 4,00% 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 652 641 400	
FR0013234333	OAT 1,75% 25 juin 2039	30 941 000 000			0	x
FR0013515806	OAT 0,50% 25 mai 2040	24 600 000 000			0	x
FR0010447367	OAT€i 1,80% 25 juillet 2040	17 265 257 310 (1)	1,33539	12 929 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50% 25 avril 2041	38 446 000 000			4 299 599 000	
FR001400CMX2	OAT 2,50% 25 mai 2043	5 000 000 000			0	x
FR0014002JM6	OAT 0,50% 25 juin 2044	16 498 000 000			0	x
FR0011461037	OAT 3,25% 25 mai 2045	29 702 000 000			776 510 000	x
FR0013209871	OAT€i 0,10% 25 juillet 2047	14 894 580 270 (1)	1,16373	12 799 000 000	0	x
FR0013257524	OAT 2,00% 25 mai 2048	30 644 000 000			639 300 000	x
FR0013404969	OAT 1,50% 25 mai 2050	33 195 000 000			206 900 000	x
FR0013480613	OAT 0,75% 25 mai 2052	32 326 000 000			699 100 000	x
FR0014004J31	OAT 0,75% 25 mai 2053	22 796 000 000			183 000 000	x
FR0014008181	OAT€i 0,10% 25 juillet 2053	4 589 676 000 (1)	1,09278	4 200 000 000	0	x
FR0010171975	OAT 4,00% 25 avril 2055	20 118 000 000			11 091 318 000	
FR0010870956	OAT 4,00% 25 avril 2060	16 696 000 000			8 883 704 100	
FR0013154028	OAT 1,75% 25 mai 2066	14 075 000 000			1 176 700 000	x
FR0014001NN8	OAT 0,50% 25 mai 2072	10 152 000 000			92 200 000	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) valeur actualisée au 28 mars 2021; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	0,4 %	08/2022
Consommation des ménages*, glissement annuel	-2,7 %	09/2022
Taux de chômage (BIT)	7,4 %	T2-2022
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	5,6 %	09/2022
• ensemble hors tabac	5,7 %	09/2022
Solde commercial, fab-fab, cvs	-15,3 Md€	08/2022
" "	-14,8 Md€	07/2022
Solde des transactions courantes, cvs	-5,1 Md€	08/2022
" "	-5,3 Md€	07/2022
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	2,65 %	31/10/2022
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	1,64 %	31/10/2022
Euro / dollar	1,00	31/10/2022
Euro / yen	147,68	31/10/2022

SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

EN MILLIARDS D'EUROS

	2020	2021	niveau à la fin août		
			2020	2021	2022
Solde du budget général	-172,68	-171,52	-131,25	-157,20	-124,52
Recettes	282,69	324,95	168,08	180,99	210,71
Dépenses	455,37	496,47	299,32	338,19	335,23
Solde des comptes spéciaux du Trésor	-5,42	0,79	-34,44	-20,84	-25,38
Solde général d'exécution	-178,07	-170,73	-165,69	-178,05	-149,90

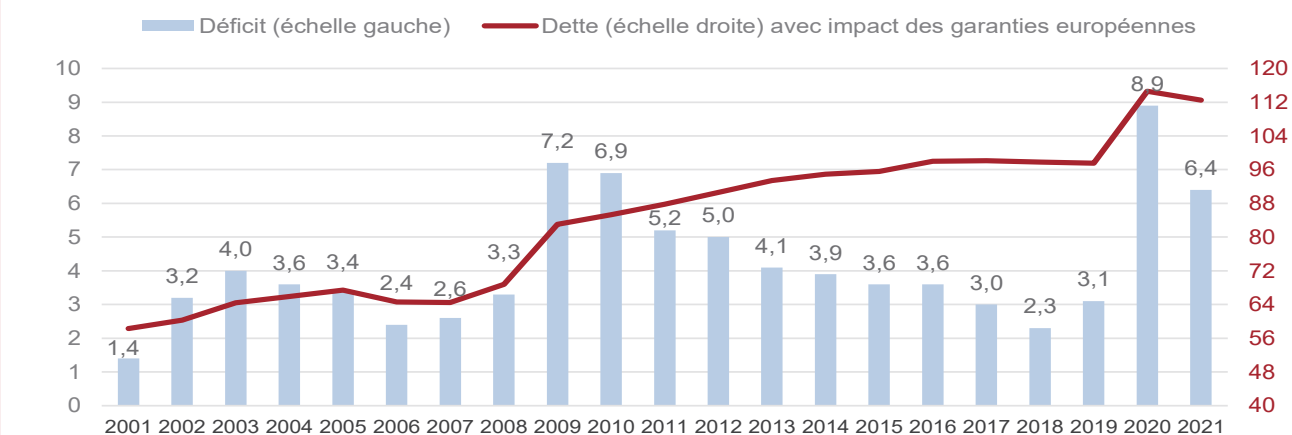
* produits manufacturés

Sources : Insee, MEFSIN, Banque de France

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

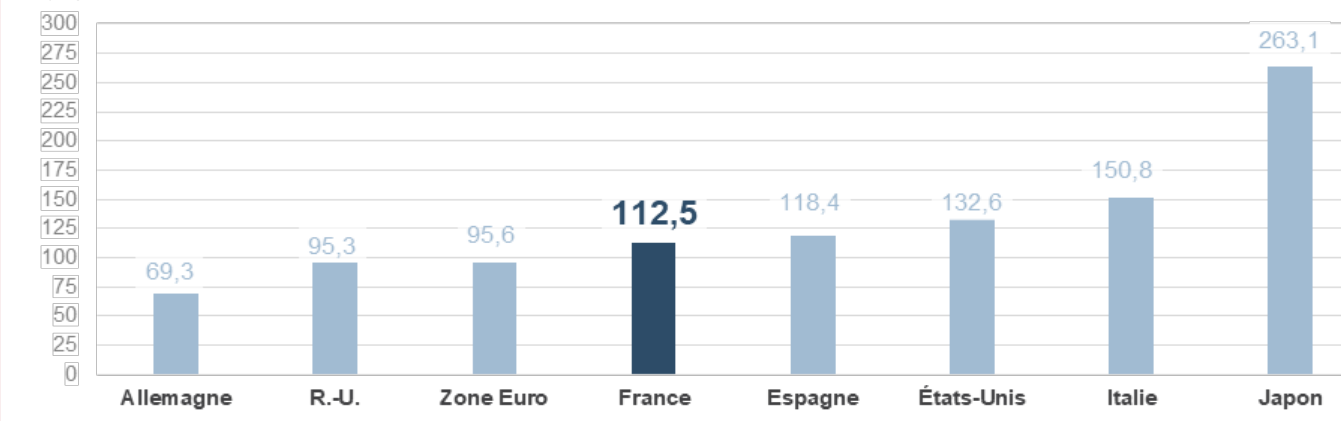
EN % DU PIB



Source : Insee

DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2021

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

NOVEMBRE 2022 

4 Emploi salarié - première estimation au T3	4 Indice de la production industrielle en septembre	8 Balance des paiements en septembre	8 Commerce extérieur en septembre	15 Taux de chômage au sens du BIT au T3	15 Réserves nettes de change en octobre
15 Indice des prix à la consommation en octobre - résultats définitifs	17 Inflation (IPCH) : indice définitif en octobre	24 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en novembre	25 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en novembre	30 Dépenses de consommation des ménages en biens en octobre	30 Comptes nationaux trimestriels : résultats définitifs au T3
30 Indices de prix de production et d'importation de l'industrie en octobre	30 Indice des prix à la consommation en novembre - résultats provisoires	30 Inflation (IPCH) : indice provisoire en novembre			

DÉCEMBRE 2022 

5 Indice de la production industrielle en octobre	7 Balance des paiements en octobre	7 Commerce extérieur en valeur en octobre	13 Emploi salarié : résultats définitif T3	15 Réserves nettes de change en novembre	15 Indice des prix à la consommation en novembre- résultats définitifs
15 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en décembre	16 Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques	16 Inflation (IPCH) : indice définitif de novembre	23 Indices des prix de production et d'importation dans l'industrie en novembre		

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Cyril Rousseau
Rédaction : Agence France Trésor
Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

www.aft.gouv.fr

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> •  

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole « © Agence France Trésor ».